

**SEANCE DU 19 DECEMBRE 2018 : DELIBERATION N° 128**

**Affaires Juridiques & Gestion de  
l'Assemblée**

Affaire suivie par Claudine LATOUCHE

☎:03.27.53.75.32

Réf. : **CL/CB/IT**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Date de la convocation : 12 DECEMBRE 2018**

**L'an deux mille DIX-HUIT, le DIX-NEUF DECEMBRE à 18 h 30**

**Le Conseil Municipal de MAUBEUGE s'est réuni à la Mairie, sur la convocation et sous la présidence de Monsieur Arnaud DECAGNY, Maire de MAUBEUGE**

**Nombre de conseillers en exercice : 39**

**PRESENTS : A. DECAGNY - J-P. COULON - N. LEBLANC - M.C. MORETTI - M.C. LALY - N. GOMES-GONCALVES - B. MORIAME - M. DANNEELS - M. GRAS - C. DEROO - N. REFFAS - Y. ZUMSTEIN - C. DEMUYNCK - F. JOURDAIN - J. PAQUE - P. REMIENS - G. CAMBRELENG - P. MATAGNE - C. DEMOUSTIER - P. NESEN - A. PIEGAY - R. PILATO - A. NEZZARI - S. SERHANI - D. DEJARDIN - S. LOCCIOLO - S. CORDIER - F. LEFEBVRE - F. QUESTEL - F. TRINCARETTO - J.Y. HERBEUVAL - M.P. ROPITAL - F. FEKIH - C. DI POMPEO - S. ZATAR - N. MONTFORT - X. DUBOIS - L.A. DE BEJARRY - I. FRATINI**

**EXCUSE(E)S AYANT DONNE POUVOIR :**

**Naguib REFFAS à Corinne DEROO  
Patricia MACQ- REMIENS à Arnaud DECAGNY  
Guy CAMBRELENG à Yves ZUMSTEIN  
Corine DEMOUSTIER à Jean-Pierre COULON  
Samia SERHANI à Francis JOURDAIN  
Sophie CORDIER à Marc DANNEELS  
Frédéric LEFEBVRE à Bernadette MORIAME  
Fatih FEKIH à Marie-Pierre ROPITAL**

**EXCUSE(E)S :**

**Fabrice QUESTEL**

**ABSENT(E)S :**

**Francis TRINCARETTO - Jean-Yves HERBEUVAL - Xavier DUBOIS - Louis-Armand DE BEJARRY  
Abdelhakim NEZZARI - Irina FRATINI - Christophe DI POMPEO**

**SECRETAIRE DE SEANCE : Nicolas LEBLANC**

**OBJET N°3 : Avis du Conseil municipal sur la mise en conformité des statuts de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val-de-Sambre (CAMVS) avec la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes**

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Vu la loi n°2018-702 du 3 août 2018, dite loi Ferrand Fesneau, relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment les articles :

- L2224-8 relatif à la compétence des communes en matière d'assainissement des eaux usées,
- L5216-5 traitant des compétences des Communautés

- d'Agglomération exercées au lieu et place des communes membres,  
• L5211-20 relatif aux autres modifications statutaires de l'EPCI.

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mai 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre (CAMVS) issue de la fusion de l'Agglomération de Maubeuge-Val de Sambre, de la Communauté de Communes Nord-Maubeuge, de la Communauté de Communes frontalières du Nord-Est Avesnois, de la Communauté de Communes Sambre-Avesnois et du SIVU pour la requalification de la Friche industrielle de CLECIM,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 portant adhésion de la commune de Noyelles-sur-Sambre à la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre suite à son retrait de la communauté de communes du Cœur de l'Avesnois,

Vu l'arrêté préfectoral du 03 septembre 2018 portant modification des statuts de la CAMVS,

Vu la circulaire INTB1822718J portant instruction relative à l'application de la loi n° 2018-702 précitée,

Vu la délibération du Conseil Communautaire n°131 du 04/07/2014 relative à la détermination de ses compétences optionnelles, selon laquelle la CAMVS est compétente en matière d'assainissement

Vu la délibération n°1592 du 27 septembre 2018 du Conseil communautaire décidant de la mise en conformité des statuts de la CAMVS avec la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes,

Considérant que l'article 3 de la loi n° 2018-702 précitée a modifié le 2° du II de l'article L5216-5 du CGCT, relatif aux compétences optionnelles qui peuvent être exercées par les EPCI, en ajoutant les dispositions suivantes : « **des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L2224-8 du CGCT** »,

Que désormais le 2° du II de l'article L 5216-5 du code précité dispose : « *Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L2224-8 du CGCT* »,

Considérant qu'il convient de mettre en conformité les statuts de la CAMVS avec ce changement législatif d'intitulé,

Considérant que conformément aux dispositions de l'article L 5211-20 L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale délibère préalablement sur les modifications statutaires.

Qu'à compter de la notification de la délibération de l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale au maire de chacune des communes membres, le conseil municipal de chaque commune dispose d'un délai de trois mois pour se prononcer sur la modification envisagée.

Que la décision de modification est subordonnée à l'accord des Conseils municipaux dans les conditions de majorité qualifiées requises pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale, à savoir :

- deux tiers au moins des Conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale

de celles-ci,

- ou la moitié au moins des Conseils municipaux des communes intéressées représentant les deux tiers de la population.

Qu'à défaut de délibération dans le délai précité, la décision est réputée favorable.

Qu'enfin cette décision de modification est prise par arrêté préfectoral

Qu'en l'espèce, le Conseil communautaire de la CAMVS a, par la délibération n° 1592 datée du 27/09/2018 susvisée, décidé de la mise en conformité de ses statuts, en modifiant les dispositions de la compétence optionnelle jusqu'au 01/01/2020 puis obligatoire à compter de cette même date: « *Assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L2224-8 du CGCT* »,

Qu'il appartient désormais à l'assemblée municipale de se prononcer sur cette mise en conformité des statuts de la CAMVS.

**Par ces motifs, il est proposé au Conseil municipal :**

- **D'émettre** un avis favorable à la mise en conformité des statuts de la CAMVS, conformément aux dispositions de la loi n°2018-702, en substituant l'intitulé de la compétence « assainissement » par « assainissement **des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales**,
- **De charger** Monsieur le Maire de notifier la présente délibération au Président de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val-de-Sambre,
- **d'autoriser** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération

**Ayant entendu l'exposé de son rapporteur,**

**Après en avoir délibéré,**

**Le Conseil Municipal,**

**A l'unanimité,**

- **Emet** un avis favorable à la mise en conformité des statuts de la CAMVS, conformément aux dispositions de la loi n°2018-702, en substituant l'intitulé de la compétence « assainissement » par « assainissement **des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales**,
- **Charge** Monsieur le Maire de notifier la présente délibération au Président de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val-de-Sambre,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération

**Fait en séance les jour, mois et an que dessus**

**Pour extrait conforme,**

**Conformément aux dispositions des articles L.2131-1 et L.2131-2 du CGCT, cette délibération ne sera exécutoire qu'à compter de sa publication et sa transmission en Sous-Préfecture.**

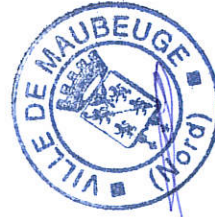
**Le Maire de Maubeuge,**

**Arnaud DECAGNY**

Transmis en Sous-Préfecture le : 20/12/2018

Affiché le : 25/12/2018

Notifié le :



**COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION MAUBEUGE-VAL DE SAMBRE**

Siège social : 1 Place du Pavillon - BP 50234 - 59603 MAUBEUGE Cedex

**Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire du 27 septembre 2018**

L'an deux-mille-dix-huit, le vingt-sept septembre, le Conseil Communautaire s'est réuni à Maubeuge sous la présidence de Monsieur Benjamin SAINT-HUILE, Président, après convocation légale de ses membres en date du 20 septembre 2018. Le nombre de délégués en exercice le jour de la séance : 82 - nombre de présents : 60 - nombre de votants : 79

**Délibération** : 1592**Réf** : BSH

**Objet** : Mise en conformité des statuts de la CAMVS avec la loi n°2018-702 du 3 août 2018 relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes

**Délégués titulaires :**

**Aibes** : M. Pascal CHABOT - **Assevent** : M. Michel LO GIACO - **Aulnoye-Aymeries** : M. Bernard BAUDOUX, Mme Agnès DENYS, M. Jean DURIEUX, Mme Sylvie TOURNAY, M. Loïc PIETTON - **Bachant** : M. David ZELANI - **Beaufort** : Mme Thérèse PECHER ; **Berlaimont** : M. Michel HANNECART - **Bersillies** : Mme Marie-Paule ROUSSELLE - **Bettignies** : M. Michel LEFEBVRE - **Bousignies-sur-Roc** : M. Daniel MASSART - **Boussières-sur-Sambre** : M. Claude DUPONT - **Boussois** : M. Jean-Claude MARET - **Cerfontaine** : M. Fabrice PIETTE - **Colleret** : M. Claude MENISSEZ - **Cousolre** : M. Maurice BOISART - **Eclaibes** : M. Jacques LAMQUET - **Ecuelin** : Mme Françoise PIRET - **Elesmes** : M. Jean-Paul RAOUL - **Feignies** : M. Patrick LEDUC ; M. Jean-François LEMAITRE ; M. Jérôme DELVAUX ; Mme Angélique DEVALEZ ; **Ferrière-la-Grande** : M. Philippe DRONSART, Mme Claudette DELVAUX, M. Jean-Philippe DELBART ; **Ferrière-la-Petite** : Mme Sonia VAILLANT - **Gognies-Chaussée** : M. Jean MEURANT ; **Hautmont** : M. Joël WILMOTTE, Mme Evelyne GLACET, M. Daniel DEVINS, Mme Marie-José LEROY, M. Jean-Louis LEROY, M. Antony LARROQUE, M. Christophe FORIEL, Mme Dominique CORNUT - **Jeumont** : M. Benjamin SAINT-HUILE, M. Pascal ORI, Mme Nadia TERKI, M. Thomas PIETTE, M. Arnaud BEAUQUEL - **Leval** : M. Jacques THURETTE - **Limont-Fontaine** : M. Claude MESSELOT - **Louvroil** : Mme Annie FONTAINE, M. Hugues VASAMULIET, Mme Fatiha KACIMI - **Mairieux** : M. Alain BOUILLIEZ - **Marpent** : M. Jean-Marie ALLAIN - **Maubeuge** : M. Arnaud DECAGNY, Mme Marie-Charles LALY, M. Jean-Pierre COULON, Mme Marie-Christine MORETTI, M. Nicolas LEBLANC, Mme Nathalie GOMES GONCALVES, M. Yves ZUMSTEIN, Mme Bernadette MORIAME, M. Christian DEMUYNCK, Mme Michèle GRAS, M. Marc DANNEELS, Mme Stéphanie LOCOCCIOLO ; M. Denis DEJARDIN, Mme Corinne DEROO, Mme Nathalie MONTFORT, M. Christophe DI POMPEO, Mme Marie-Pierre ROPITAL - **Monceau-Saint-Waast** : M. Pascal THURETTE - **Neuf-Mesnil** : M. Daniel LEFERME - **Novelles-sur-Sambre** : M. Jean-Pierre MONNIER - **Obrechies** : M. Michel DUVEAUX - **Pont-sur-Sambre** : M. Michel DETRAIT - **Quiévelon** : M. Gérard HUART - **Recquignies** : M. Ghislain ROSIER - **Rousies** : Mme Josiane SULECK, M. Jean-Pierre LEBLANC ; **Saint-Rémy-Chaussée** : M. Didier WILLOT - **Saint-Rémy-du-Nord** : M. Lucien SERPILLON - **Sassegnies** : M. Jean-Jacques BLEUSE - **Vieux-Mesnil** : M. Alain LIENARD - **Vieux-Reng** : M. Philippe BRASSELET - **Villers-Sire-Nicole** : M. Hervé POURBAIX.

**Membres ayant donné pouvoir :**

**Aulnoye-Aymeries** : Mme Sylvie TOURNAY à Mme Agnès DENYS ; M. Loïc PIETTON à Mme Nathalie MONTFORT ; **Boussières-sur-Sambre** : M. Claude DUPONT à M. Daniel LEFERME ; **Ecuelin** : Mme Françoise PIRET à Mme PECHER ; **Feignies** : Mme Angélique DEVALEZ à M. Patrick LEDUC ; **Ferrière-la-Grande** : M. Jean-Philippe DELBART à M. Alain BOUILLIEZ ; **Hautmont** : M. Joël WILMOTTE à M. Christophe FORIEL ; Mme Evelyne GLACET à Mme Marie-José LEROY ; M. Daniel DEVINS à M. Jean-Louis LEROY ; **Jeumont** : Mme Nadia TERKI à M. Benjamin SAINT-HUILE ; **Limont-Fontaine** : M. Claude MESSELOT à M. Jacques LAMQUET ; **Louvroil** : M. Hugues VASAMULIET à M. Philippe DRONSART ; **Maubeuge** : M. Nicolas LEBLANC à M. Michel HANNECART ; Mme Nathalie GOMES GONCALVES à M. Marc DANNEELS ; M. Arnaud DECAGNY à M. Jean-Pierre COULON, Mme Marie-Charles LALY à Mme Stéphanie LOCOCCIOLO ; M. Yves ZUMSTEIN à M. Denis DEJARDIN ; **Monceau-Saint-Waast** : M. Pascal THURETTE à M. Jean MEURANT ; **Rousies** : Mme Josiane SULECK à M. Jean-Pierre LEBLANC ;

**Secrétaire de séance :**  
Fatiha KACIMI

Accusé de réception en préfecture  
059-200043396-20180927-1592-2018-DE  
Date de télétransmission : 02/10/2018  
Date de réception préfecture : 02/10/2018

Vu la loi n° 2018-702 du 3 août 2018, dite loi Ferrand Fesneau, relative à la mise en œuvre du transfert des compétences eau et assainissement aux communautés de communes ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2224-8, L.5216-5 et L.5211-20 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 mai 2013 portant création de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre (CAMVS) issue de la fusion de la Communauté d'Agglomération Maubeuge-Val de Sambre, de la Commune Nord-Maubeuge, de la Communauté de Communes Frontalières du Nord-Est Avesnois, de la Communauté de Communes Sambre-Avesnois et du SIVU pour la requalification de la friche industrielle de CLECIM ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2016 portant adhésion de la commune de Noyelles-sur-Sambre à la CAMVS, suite à son retrait de la Communauté de Communes du Cœur de l'Avesnois (CCCA) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 03 septembre 2018 portant modification des statuts de la CAMVS ;

Vu la circulaire INTB1822718J portant instruction relative à l'application de la loi n° 2018-702 précitée ;

Considérant que l'article 3 de la loi n° 2018-702 précitée modifie l'article L.5216-5 du CGCT *-version en vigueur-* en complétant le 2° du II de cet article relatif à la compétence optionnelle « assainissement » par les mots « des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 du CGCT » ;

Considérant qu'il convient de mettre en conformité nos statuts avec ce changement législatif d'intitulé, à savoir « assainissement des eaux usées, dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 du CGCT », compétence optionnelle jusqu'au 01/01/2020 puis obligatoire à compter de cette même date.

**Le Conseil Communautaire,**

**Ouï** l'exposé du rapporteur et après en avoir délibéré,

**A l'unanimité :**

**Décide** de mettre en conformité les statuts de la CAMVS, conformément aux dispositions de la loi n° 2018-702, en substituant l'intitulé de la compétence « assainissement », par « assainissement des eaux usées dans les conditions prévues à l'article L.2224-8 du code général des collectivités territoriales ;

**Précise** que la présente délibération sera notifiée aux communes membres de la CAMVS pour avis de leurs conseils municipaux sur cette modification statutaire, conformément aux dispositions de l'article L.5211-20 du CGCT.

**Autorise** le Président ou, l'un des membres du Bureau Communautaire par délégation, à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Lille, dans un délai de deux mois suivant sa publication.*

Fait en séance les jour, mois et an que ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président

Par délégation,

Dany FARHI, Directeur Général Des Services



Certifié exécutoire compte tenu

de la transmission en Sous-Préfecture le

21/01/18

et de la publication le

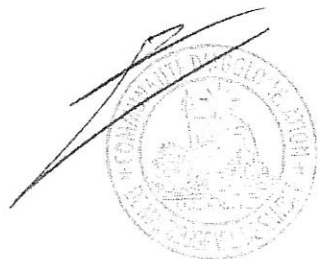
21/01/18

ou de la notification le

Le Président

Par délégation,

Dany FARHI, Directeur Général Des Services



Envoyé en préfecture le 20/12/2018

Reçu en préfecture le 20/12/2018

Affiché le



ID : 059-215903923-20181219-DEL\_128\_2018-DE